

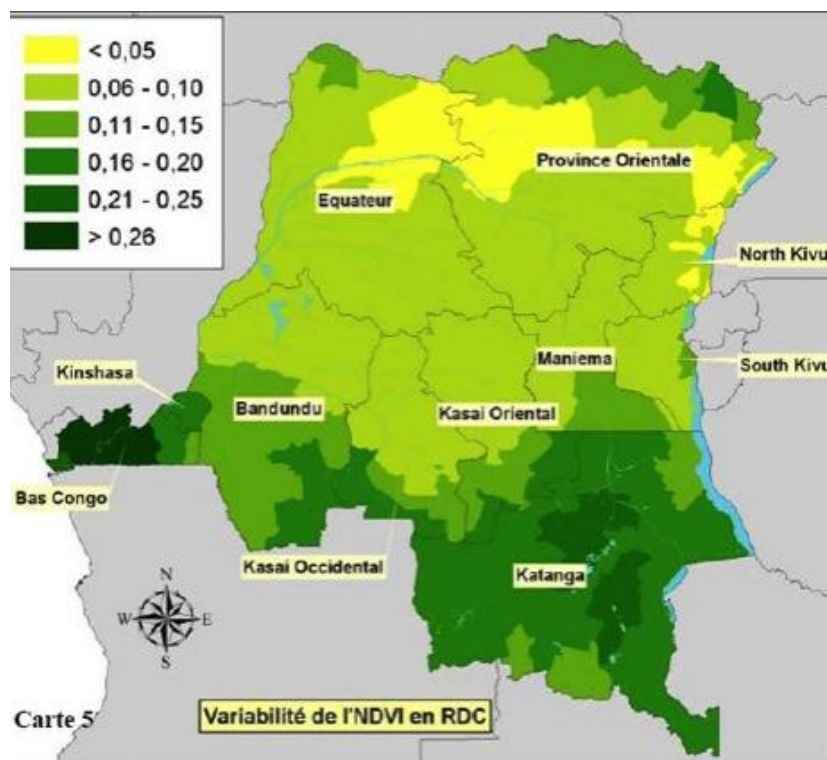


CEPECO

Ong/Asbl



ITIE - dix ans en RDC, quels résultats ?



ITIE - 10 years in DRC [Democratic Republic of Congo],

How far has it gotten?



Centre pour
la Promotion et
l'Education
Communautaire

Community
Promotional and
Educational
Centre

B.P. 247 Boma I, Kongo-Central,
Tél: +243 (0) 9 98 32 20 67
cepecordc@yahoo.fr
Site web : www.cepeco.org

CEPECO
Ong / Asbl

"God is Able"

ITIE - dix ans en RDC, quels résultats ?



Pasteur Jacques BAKULU

- Psychologue et Théologien
- Agent de développement
- Activiste de la Société Civile depuis 26 ans
- Formé en ;
 - * Accompagnement des paysans par GAP/Belgique,
 - * Développement organisationnel,
 - * Organisation du monde rural et
 - * Gouvernance des Ressources Naturelles

Décembre 2016

« Gouvernance des Industries Extractives ; l'ITIE et son impact dix ans
après, en République Démocratique du Congo ;
Quel bilan ? »

Sommaire

1. Préambule
2. Définition
3. Ce que vise l'ITIE
4. Historique
5. Création et Fonctionnement
6. Impact
7. Défis
8. Perspectives
9. Quelques réalisations
10. Conclusion

1. Préambule

« Les Investisseurs ne viennent pas dans nos pays par amour
ou pour le tourisme mais, pour les affaires »

Les revenus tirés de l'exploitation des ressources naturelles peuvent constituer une source de développement pour les pays qui l'ont bien compris quand ils sont rationnellement et durablement bien gérés. A défaut, ils peuvent être une cause des malheurs pour beaucoup de pays. C'est pour cette raison que certains n'hésitent pas d'appeler cela une malédiction des richesses, minerais de sang ou de corruption parce que ces richesses sont loin de contribuer au bonheur des populations plus constituent dans certains cas une des causes de la pauvreté, des conflits ou des guerres.

Le vrai problème est que leur exploitation repose sur la production intense destinée à l'extérieur et non sur le principe de répartition équitable des revenus qui en découlent. On exploite mais, on ne repartit pas équitablement et durablement.

Les revenus sont entre les mains d'une poignée d'individus qui en tire le maximum de profit laissant des miettes à la majorité de la population. La conséquence est que dans des pays, des régions riches en Ressources minières, pétrolières, gazières et même forestières sont parfois les régions les plus pauvres et les plus oubliées. .

C'est un paradoxe comme moi, j'aime le dire en lieu place de malédiction. Le mécanisme ITIE a été mis en place pour renverser ce paradoxe, c'est-à-dire, faire en sorte que les revenus tirés de l'exploitation minière et/ou pétrolière soient une source de développement tant pour des régions d'exploitation que pour les pays miniers, pétroliers et même forestiers. Est donc, une réelle source de la lutte pour la réduction de la pauvreté.

2. Définition

L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE) incite les pays membres à la transparence, à la bonne gouvernance et à la responsabilité dans l'utilisation des revenus issus

de l'extraction pétrolière, gazière et minière dans les pays riches en ressources Naturelles.

La République Démocratique du Congo fait partie des 52 pays qui mettent en œuvre le processus ITIE depuis 2005, est devenue »pays conforme à l'ITIE le 2 juillet 2014.

L'ITIE - RDC est pilotée par un Comité National comprenant le Groupe Multipartite, dénommé Comité Exécutif qui est l'organe de décision et le Secrétariat Technique qui est l'organe d'exécution

Le Comité Exécutif est composé des représentants des institutions publiques, des entreprises extractives et de la société civile

3. Ce que vise l'ITIE

Renforcer la bonne gouvernance du secteur extractif, en vue d'améliorer la transparence, la responsabilité et l'obligation de rendre compte (accountability) dans le secteur extractif ;

Rendre publique et de manière régulière les informations sur les revenus du secteur extractif placées dans le contexte de leur réalisation

Promouvoir un débat public responsable sur la gestion des revenus et des dépenses c'est-à-dire, sur les revenus collectés et leur affectation.

Contribuer à la maximisation des recettes de l'Etat dans l'optique de générer des revenus qui induisent la croissance économique et réduisent la pauvreté, la corruption et les conflits,

« Favoriser une gestion équitable des ressources naturelles au profit de l'avènement d'un Etat de droit et du développement durable.

4. Historique de l'ITIE-RDC .

C'est en 2002 en Afrique du Sud que L'ITIE a été lancée avec le concours de l'ancien Premier Ministre britannique Tony Blair. Sa philosophie est contenue dans le Livre Source qui contient les Principes fondamentaux de la mise en œuvre de l'ITIE appelés les Principes de l'ITIE qui sont au nombre de douze.

La RDC a adhéré à l'ITIE en 2005 poussée certes par la volonté du Gouvernement et des quelques entreprises à promouvoir la transparence mais davantage par l'action des organisations de la société civile actives dans la thématique des Ressources Naturelles.

A ce sujet, signalons que la société civile de la RDC avait reçu l'information sur le processus ITIE à travers le collègue Jean Pierre MUTEBA qui était ami personnel à l'ancien Ambassadeur SWANA de la RDC au Royaume Uni en Angleterre.

A. Les acteurs de la Société Civile exploitant la thématique Ressources Naturelles, avant ce moment-là et leurs Structures sont repris dans le tableau ci-après :

N°	STRUCTURES	PROVINCES	ACTEURS
01	CEPECO	KONGO – CENTRAL	Pasteur Jacques BAKULU
02	CENADEP	KINSHASA	Me Albert KABUYA
03	CENADEP	SUD-KIVU	CYPRIEN
04	RRN	KINSHASA	Joseph BOBIA
05	MALI	MANIEMA	Paul KASONGO
06	NDS	KATANGA	Jean Pierre MUTEBA
07	ASADHO	KATANGA	Me Jean Claude KATENDE

08	OCEAN	KISANGANI	Cyrille ADEBU
09	OCEAN	KINSHASA	Renin NGONGO
10	PCQVP	KINSHASA	Léonie KIANGU
11	OSAPY	KISANGANI	Abbé WILLY
12	Réseau CREF	NORD- KIVU	Alphonse MUHINDO
13	CRONGD	EQUATEUR	MATTHIEU (décédé)
14	CRONGD	KASAI- ORIENTAL	Hilaire BAKALOWA
15	CRONGD	KASAI- OCCIDENTAL	Félicien MBIKAYI
16	CRONGD	BANDUNDU	Dénis Impiti
17	CNONGD	KINSHASA	Joseph KAKINDA
18	CROND	SUD-KIVU	Roger MUTSHUBA
19	SARW/ OSISA	KINSHASA	Me Georges BOKUNDU
20	CEPAS	KINSHASA	Père Ferdinand et Patric MAVINGA
21	LICOCO	KINSHASA	Ernest MPARARO

B. Les personnes et structures de la Société Civile ayant conduit le pays à la conformité à l'ITIE :

N°	ACTEURS	STRUCTURES	PROVINCES
01	Pasteur Jacques BAKULU	CEPECO	KONGO - CENTRAL
02	Me Albert KABUYA	CENADEP	KINSHASA
03	Me Jean CLAUDE KATENDE	PCQVP	KINSHASA
04	Joseph BOBBIA	RRN	KINSHASA
05	IBOND RUPAS et Jean Pierre OKENDA	POM	KATANGA
06	Me Georges BOKUNDU	SARW/ OSISA	KINSHASA
07	Henry MUHIYA	CERN	KINSHASA
08	Ernest MPARARO	LICOCO	KINSHASA
09	Kas MUTEBA	OCEAN	KINSHASA

C. Les Structures de la Société Civile qui sont nées ou se sont intéressées à la mise en œuvre de l'ITIE après l'année 2013

N°	ORGANISATIONS	PROVINCES
01	SRGN (Synergie pour la Gouvernance des Ressources Naturelles)	KONGO – CENTRAL
02	RENAD (membre de la SGRN)	KONGO – CENTRAL
03	POM	KATANGA
04	DESK	KATANGA
05	MAISON DES MINES	SUD – KIVU
06	CADRE DE CONCERTATION	ITURI
07	FONDATION CARTER	KATANGA

5. Création et Fonctionnement de l'ITIE-RDC

L'ITIE RDC a été créée par un Décret du Premier Ministre

Numéro 09/28 DU 16 JUILLET 2009 portant création, organisation et fonctionnement du comité national de l'initiative pour la transparence dans la gestion des industries extractives en REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO, « CN-ITIE/RDC» EN SIGLE

L'ITIE est une structure ou une Asbl du droit congolais comme l'ITIE internationale qui est une Asbl de droit norvégien est constituée de trois composantes dont ;

- le gouvernement,
- les entreprises et
- la société civile

Composée de deux organes qui sont ;

1. Le Comité Exécutif dont les membres sont élus et délégués par leurs composantes et
2. Le Secrétariat Technique, dirigé par un Coordinateur national, nommé par Ordonnance du Chef de l'Etat

N.B. Le processus régi au début par les Règles et depuis 2013 et 2016, c'est désormais par une Norme, appelée Norme ITIE. C'est un standard pour tous les pays de mise en œuvre

contenant les principes de l'ITIE, les exigences, les statuts de l'Association ITIE, le protocole de la participation de la Société Civile et d'autres instruments de la mise en œuvre.

6. Impact

- a) L'ITIE-RDC a permis aujourd'hui l'instauration d'un cadre de concertation tripartite entre le gouvernement, la société civile et les entreprises. Ceci n'avait pas existé depuis plusieurs décennies
- b) Grâce aussi à l'ITIE, les contrats miniers et pétroliers jadis non connus (opaques) par le public sont aujourd'hui publiés et certains sont disponibles sur le Net.
- c) S'appropriant l'ITIE, Monsieur le Ministre Martin KABWELULU a pris un Arrêté ministériel portant obligation de déclarer mensuellement les paiements effectués au profit de l'Etat par toutes les entreprises minières (Arrêté N°0186/CAB.MIN/MINES/01/2012 du 23 MARS 2012).
- d) La Réquisition d'informations du Procureur Général de la République de la Démocratie du Congo adressée au Comité National en rapport avec les écarts constatés dans le Rapport ITIE-RDC 2008-2009
- e) La Déclaration des Agences Financières de l'Etat (AFE) est certifiée par l'Inspection Générale des Finances (IGF) depuis le Rapport ITIE-RDC 2010.
- f) La Direction Générale des Recettes Administratives et Domaniales (DGRAD) qui jadis effectuait les opérations de perception des recettes manuellement s'informatise à la demande des parties prenantes de l'ITIE. Aujourd'hui, la DGRAD qui était à la traîne des autres AFE, est devenue la meilleure dans la déclaration à l'ITIE.
- g) Amélioration de la traçabilité des recettes

- h) Intégration de l'ITIE dans le système du Ministère des Finances
- i) Les revenus du secteur extractif sont connus du public.
- j) Le Gouvernement communique les encaissements, les décaissements et l'affectation des fonds des projets "minier" et des « infrastructures » libellés dans le contrat chinois.
- k) Les universitaires publient des mémoires sur les Rapports ITIE.
- l) Implication de la société civile dans l'évaluation du processus
- m) Apparition de plusieurs ONG et plateformes de la SC intervenant dans le secteur extractif.
- n) Le Parlement adopte une loi sur les Hydrocarbures où la Société Civile a réussi à intégrer l'obligation à déclarer à l'ITIE et autres articles sur la transparence
- o) Implication de la société civile dans l'évaluation du processus
- p) Le Parlement a adopté une loi sur les Hydrocarbures où la Société Civile a réussi à intégrer l'obligation à déclarer à l'ITIE et autres articles sur la transparence ; bien que cette loi renferme beaucoup de coquilles, telles que ; elle est muette sur la situation des communautés locales et le littoral qui devrait nous éclairer sur la Zone d'intérêt commun (ZIC), entre l'Angola et la RDC
- q) La Chambre des Mines crée une cellule ITIE
- r) Les entreprises contribuent parfois financièrement à la mise en œuvre du processus ITIE en RDC
- s) La tenue de la comptabilité au sein de plusieurs entreprises est améliorée
- t) La désignation des points focaux ITIE à l'Assemblée Nationale et au Sénat et dans certaines Assemblée provinciale, cas du Kongo-Central
- u) Le périmètre des entreprises en évolution exponentielle depuis l'année du premier Rapport ITIE en 2007.

- v) Depuis bientôt trois Rapports ITIE-RDC, près de 80% d'entreprises extractives non cotées en bourse, ont vu leurs propriétaires réels publiés à la grande satisfaction de l'ITIE Internationale qui en a décerné le prix ITIE à la RDC en février 2016 à Lima au Pérou

Pasteur Jacques BAKULU Membre du Groupe Multipartite de l'ITIE-RDC avec Fredrick Président de l'ITIE- Internationale



7. Défis

Cas des hydrocarbures (Pétrole et gaz):

- L'absence d'une entreprise de l'Etat capable de mener les études sur un bloc pétrolier cédé à une entreprise et de l'évaluer régulièrement durant le contrat, et aussi de certifier les données statistiques de production et d'exportation que les entreprises présentent à l'Etat, tendant à menacer le principe de l'exhaustivité et de fiabilité des données
- Absence d'une expertise nationale (ministère des hydro et entreprise de l'Etat) pouvant mener des études en vue de certifier les réserves avant tout octroi des permis
- Modicité si pas inexistence de financement des travaux d'études, de prospection menés ou à mener par le gouvernement sur des blocs non octroyés
- Dans le cas de la RDC mon pays, l'entreprise qui reçoit le bloc mène librement les études, à partir de l'exploration en passant par l'exploitation jusqu'à l'exportation et l'Etat attend les statistiques sur la production et l'exportation que l'entreprise lui présente
- Centralisation outrancière des paiements au niveau national, absence de rétrocession aux collectivités locales et très faibles paiements au niveau infranational
- Les entreprises minières dans l'ex province de Katanga surtout et dans quelques autres provinces paient la redevance minière, par contre les entreprises pétrolières

basées dans la province du Kongo-Central n'y sont même pas assujetties ; par exemple,

- 1) le Katanga en a bénéficié depuis 2011 jusqu'à présent ;
 - 2) ex Oriental, Sud-Kivu, depuis 2013 ;
 - 3) Kasai-Oriental, Maniema depuis 2014 et
 - 4) Nord-Kivu, depuis 2015
 - 5) Kongo-Central, 0
- Les fameux phénomènes de cost-oil et le profit-oil continue ; c'est-à-dire, l'entreprise met d'abord de côté toutes ses dépenses et sur le profit, elle prélève les taxes qu'elle va enfin présenter à l'Etat qui est le propriétaire du sol
 - Un régime douanier favorisant les entreprises, qui fait que tous les produits pétroliers sont exonérés à l'import tout comme à l'export
 - Toute entreprise pétrolière exploitant en province ne traite qu'avec Kinshasa, la capitale et n'a aucun compte à rendre avec les institutions de la province et locales
 - Absence d'une politique de gestion du gaz qui échappe dans les puits pétroliers et finalement brûlé jour et nuit et cela est devenu ainsi un grand facteur de pollution de l'air avec toutes les conséquences que cela entraîne dans la vie de la biodiversité



- La loi sur les hydrocarbures qui ne tient pas compte des communautés locales ni du littoral et/ou du off-shore

Tant pour les pétroliers que pour les miniers :

- Le décalage entre les activités extractives des ressources naturelles et la réduction de la pauvreté
- Une exploitation basée sur la production et non sur la répartition, on produit sans repartir
- Une exploitation qui ne tient pas compte des principes environnementaux presque un peu partout
- La corruption semble continuer à tous les niveaux
- Le non réparation des dégâts causés par l'exploitation
- L'apparition des maladies dans les milieux d'exploitation comme les problèmes respiratoires, le cancer de sein même chez les hommes etc.
- L'absence des entreprises majeures parmi celles qui exploitent ici, avec des capitaux consistants
- Les textes de loi existent mais toujours et souvent à l'avantage des exploitants

- L'absence d'une loi obligeant le traitement des minerais et du pétrole dans le pays pour exporter enfin les produits finis et manufacturés

8. Perspectives

- Faire du principe de la redevabilité une vie aussi, à tous les niveaux
- Que l'Etat de la RDC se dote d'une entreprise d'Etat qui doit régulièrement certifier les statiques de production et d'exportation présentées par les entreprises et évaluer les blocs cédés aux entreprises, avant la signature de tout contrat et l'évaluer chaque année d'exploitation pour connaître leurs vraies valeurs
- Que la quantité de brut à produire dans un bloc soit déterminée par le gouvernement et discuter la faisabilité avec les entreprises
- Que le brut produit dans notre pays soit raffiné dans le pays
- Réhabiliter la raffinerie de Muanda, la SOCIR
- La qualité du carburant vendu dans notre pays soit testé et certifiée pour éviter qu'on nous vende des carburants piraté et impropre

9. Quelques réalisations en images

- a) Dissémination du premier rapport ITIE-RDC à Matadi, dans la salle des plénières de l'Assemblée Provinciale du Kongo-Central par l'ONG Cepeco



- b) En pleine réunion du Comité Exécutif dans la salle des réunions du Ministère des mines, dans l'immeuble intelligent du gouvernement



- c) ITIE-RDC avec les autres pays africains mettant la mise en œuvre de l'ITIE

N.B. Cet ouvrage est réalisé grâce aux fonds propres du
Cepeco

English bellow

ITIE [The Extractive Industries Transparency Initiative] – 10 years in DRC [Democratic Republic of Congo]



Pastor Jacques BAKULU

- Psychologist and Theologian

- Agent for Development

- Activist for Civil Society, 26 years now

-Founded by the following:

- * Accompanying farmers by GAP / Belgium,
- * Organizational development,
- * Organization of the rural and
- * Natural Resources Governance,

December 2016

"Governance of Extractive Industries; EITI and its Impact Ten
Years later, in the Democratic Republic of Congo;
How far has it gotten? "

Summary

1. Preamble
2. Definition
3. What EITI is all about
4. Historical
5. Creation and Operation
6. Impact
7. Challenges
8. Perspectives
9. Some accomplishments
10. Conclusion

1. Preamble

« Investors do not come to our countries for tourism or leisure

but, for business »

The revenues generated from the exploitation of natural resources can be a source of development for few countries that have understood the benefits; consequently, those resources are rationally and sustainably managed. Conversely, they can be a cause of misfortune for other countries. Thus, some even go to the extent where they view their resources as either a curse, blood minerals or corruption. Further, the resources or wealth are far from contributing to the happiness of the population, rather they contribute more in some cases to poverty, Conflicts or wars.

The real problem is that their exploitation is based on intense production destined for the exterior and not on the principle of equitable distribution of the resulting income. We exploit, but we do not divide equitably and sustainably.

The revenue / income fall in the hands of greedy individuals who take advantage to the maximum and leave crumbs to the majority of the population. Thus, the countries, regions rich in mineral, oil, gas and even forest resources are sometimes the poorest and most forgotten regions.

It is a paradox, myself for instance, I like to say that it is a curse. However, the EITI mechanism has been put in place to reverse this paradox, that is, to ensure that mining and / or oil revenues are a source of development for mining, oil and even forestry countries. Thus, it is one of the ways poverty can be reduced.

2. Definition

The Extractive Industries Transparency Initiative (EITI) encourages member countries to promote transparency, good governance and accountability in the use of revenues from oil, gas and mining extraction in countries rich in natural resources.

The Democratic Republic of Congo is one of the 52 countries that have been implementing the EITI process since 2005 and became an EITI compliant country on 2 July 2014.

The EITI - DRC is managed by a National Committee comprising of the Multi-stakeholder Group, called the Executive Committee, which is the decision-making body and the Technical Secretariat, which is the executing agency.

The Executive Committee is composed of representatives of public institutions, extractive companies and civil society.

3. What EITI is all about?

Strengthening the good governance of the extractive sector, with the objective of improving transparency, accountability and accountability in the extractive sector;

Show publicly and on regular basis information / data on extractive sector revenues placed in the context of their realization

Promote a responsible public debate on the management of income and expenditure, i.e. on the income collected and its uses.

Contribute to maximizing government revenues in order to generate income that promote economic growth and reduce poverty, corruption and conflicts.

4. History of the EITI-DRC

It was in 2002 in South Africa that the EITI was launched with the help of former British Prime Minister Tony Blair. Its philosophy is found in the Source Book which contains the Fundamental Principles of EITI policies called the EITI Principles, of which there are twelve.

DRC joined the EITI in 2005, driven by the will of the Government and a few companies to promote transparency but more by the action of civil society organizations active in the field of natural resources.

In this regard, civil society in the DRC received information on the EITI process through their colleague Jean Pierre MUTEBA who was a personal friend to former Ambassador SWANA of DRC in England, UK.

A. People in the Civil Society were already exposed and interested in the topic of Natural Resources long before EITI arrived.

Their Structures are listed in the table below:

N°	STRUCTURES	PROVINCES	ACTORS
01	CEPECO	KONGO - CENTRAL	Pasteur Jacques BAKULU
02	CENADEP	KINSHASA	Me Albert KABUYA
03	CENADEP	SUD-KIVU	CYPRIEN
04	RRN	KINSHASA	Joseph BOBIA
05	MALI	MANIEMA	Paul KASONGO
06	NDS	KATANGA	Jean Pierre MUTEBA
07	ASADHO	KATANGA	Me Jean Claude KATENDE
08	OCEAN	KISANGANI	Cyrille ADEBU
09	OCEAN	KINSHASA	Renin NGONGO
10	PCQVP	KINSHASA	Léonie KIANGU
11	OSAPY	KISANGANI	Abbé WILLY
12	Réseau CREF	NORD- KIVU	Alphonse MUHINDO
13	CRONGD	EQUATEUR	MATTHIEU (deceased)
14	CRONGD	KASAI- ORIENTAL	Hilaire BAKALOWA
15	CRONGD	KASAI-OCCIDENTAL	Félicien MBIKAYI
16	CRONGD	BANDUNDU	Dénis Impiti
17	CNONGD	KINSHASA	Joseph KAKINDA

18	CROND	SUD-KIVU	Roger MUTSHUBA
19	SARW/ OSISA	KINSHASA	Me Georges BOKUNDU
20	CEPAS	KINSHASA	Père Ferdinand and Patric MAVINGA
21	LICOCO	KINSHASA	Ernest MPARARO

B. Persons and structures of the Civil Society that have led the country to EITI compliance:

N°	ACTORS	STRUCTURES	PROVINCES
01	Pasteur Jacques BAKULU	CEPECO	KONGO – CENTRAL
02	Me Albert KABUYA	CENADEP	KINSHASA
03	Me Jean CLAUDE KATENDE	PCQVP	KINSHASA
04	Joseph BOBBIA	RRN	KINSHASA
05	IBOND RUPAS and Jean Pierre OKENDA	POM	KATANGA
06	Me Georges BOKUNDU	SARW/ OSISA	KINSHASA
07	Henry MUHIYA	CERN	KINSHASA
08	Ernest MPARARO	LICOCO	KINSHASA

C. Structures of Civil Society that were born or interested in the implementation of the EITI after 2013.

N°	ORGANISATIONS	PROVINCES
01	SRGN (Synergy for Natural Resource Governance)	KONGO – CENTRAL
02	RENAD (member of SGRN)	KONGO – CENTRAL
03	POM	KATANGA
04	DESK	KATANGA
05	MINES INDUSTRY	SUD – KIVU
06	CONCERTATION FRAMEWORK	ITURI

07	CARTER FOUNDATION	KATANGA
----	-------------------	---------

5. Creation and Operation of the EITI-DRC

The EITI-DRC was created by a Decree of the Prime Minister

Number 09/28 of 16 July 2009 on the establishment, organization and functioning of the National Committee for the Extractive Industries Transparency Initiative in the DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO, "CN-EITI / DRC"

The EITI is a structure or an asbl of a Congolese law as the international EITI which is an Asbl of Norwegian law made up of three components of which: -

- The government,
- Companies / organizations
- Civil society

Consisting of two organs which are;

1. The Executive Committee, whose members are elected and delegated by their components.
2. The Technical Secretariat, led by a National Coordinator, appointed by Order of the Head of State

NB: The process was initially governed by Rules, but since 2013 and 2016 it has now become a Standard. It is called the EITI Standard. It is a standard for all countries involved which stands by EITI principles, requirements, the statutes of the EITI Association, the Civil Society Participation Protocol and other implementing instruments artwork

6. Impact

A) EITI-DRC has enabled the establishment of a tripartite consultation framework between government, civil society and business. This had not existed for several decades.

B) Thanks also to the EITI, mining and oil contracts, once unknown (opaque) by the public but are now published and some are available online.

C) Appropriating The EITI, Minister Martin KABWELULU issued a Ministerial Decree to declare monthly payments made to the State by all mining companies (Decree No. 0186 / CAB.MIN / MINES / 01/2012 of 23 MARCH 2012).

D) The requisition of information from the Attorney General of the Republic of the Democratic Republic of Congo addressed to the National Committee in relation to the discrepancies found in the EITI-DRC Report 2008-2009

E) The AFE declaration is certified by the General Inspectorate of Finance (IGF) since the year 2010, according to EITI-DRC Report.

F) The Directorate General of Administrative and Domestic Revenue (DGRAD), which formerly carried out revenue collection operations manually, was informed at the request of the EITI stakeholders. Today, the DGRAD who was chasing others in AFE, have become the best in the declaration of EITI.

G) Improving the traceability of revenue.

H) Integration of the EITI into the Ministry of Finance system

I) the revenues of the extractive sector are known to the public.

J) The Government shall disclose the receipts, disbursements and allocation of funds from the "mining" and "infrastructure" projects specified in the Chinese contract.

K) Academics publish briefs on EITI Reports.

L) Involvement of civil society in the process evaluation.

M) Appearance of several NGOs and CS platforms involved in the extractive sector.

N) Parliament adopts a law on hydrocarbons where civil society has succeeded in integrating the obligation to report to the EITI and other articles on transparency

O) Involvement of civil society in the evaluation of the process.

P) Parliament passed a law on hydrocarbons where civil society are able to integrate the obligation to report to the EITI and other articles on transparency; Although this law contains many shells, such as; It is silent on the situation of the local communities and the littoral that should shed light on the ZIC, between Angola and the DRC

Q) The Chamber of Mines creates an EITI cell

R) Companies sometimes contribute financially in the in the process

S) Accounting improvement in several enterprises

T) The designation of EITI focal points

U) The perimeter of companies expanding exponentially since the year of the first EITI Report in 2007.

V) Since almost three EITI-DRC Reports, nearly 80% of non-listed extractive companies have seen their real ownership published to the great satisfaction of the International EITI, which awarded the EITI prize to the DRC in February 2016 in Lima Peru.

Pastor Jacques BAKULU Member of the EITI Multi-stakeholder Group with Fredrick President of EITI-International.



7. Challenges

Cases of hydrocarbons (Oil and gas):

- The absence of a state enterprise capable of conducting studies on a petroleum block assigned to an enterprise and evaluating it regularly during the contract, and also certifying the production and export to the State, tend to threaten the principle of completeness and reliability of data
- Lack of national expertise (Ministry of Hydro and State Enterprise) able to carry out studies to certify the reserves before granting any permits
- Modicity if not the non-existence of financing work studies, prospecting carried out or to be carried out by the government on unbridged blocks.

- In the case of the DRC my country, the company that receives the block carries out studies freely, from exploration through exploitation to export and the state awaits statistics on their production.

- Extraneous centralization of payments at national level, lack of retrocession to local authorities and very low payments at the subnational level

- Mining companies in the former province of Katanga especially and in some other provinces pay the mining royalty, whereas the oil companies based in the province of Kongo-Central are not even subject to it; for example,

- 1) Katanga has benefited from it since 2011 until now;

- 2) ex Oriental, South Kivu, since 2013;

- (3) Kasai-Oriental, Maniema since 2014 and

- 4) North Kivu, since 2015

- 5) Kongo-Central, 0

- The famous phenomena of cost-oil and profit-oil continues; That is to say, the enterprise sets aside all its expenses first and on profit, it levies the taxes which it will finally present to the State which is the land owner - A customs regime favouring companies, which means that all petroleum products are exempt from import as well as export

- Any oil company operating in the province only deals with Kinshasa, the capital and has no account to render to the institutions of the province and local

- Lack of gas management policy that escapes in oil wells and which is finally burned day and night and had become a large air pollution factor with consequences that biodiversity lives.



- The hydrocarbons law which does not take into account the local communities or of the coastline and / or off-shore for both tankers and miners:
- The gap between the extractive activities of natural resources and the reduction of poverty
- An exploitation based on production and not on distribution, we produce without recurrence.
- An exploitation that does not take environmental principles into account almost everywhere.
- Corruption seems to continue at all levels
- The non-repair of the damage caused by the exploitation
- The occurrence of diseases in operating environments such as respiratory problems, breast cancer even among men etc
- The absence of major companies among those that exploit here, with substantial capital
- The laws exist but always and often to the advantage of the operators.
- The absence of a law obliging the processing of minerals and oil in the country to finally export the finished and manufactured products

8. Perceptive

- Making the principle of accountability a life also, at all levels
- That the State of the DRC acquires a State enterprise which must regularly certify the statics of production and export presented by the companies and evaluate the blocks, before the signing of any contract, evaluate each year of operation to know their true values
- That the quantity of crude to be produced in a block be determined by the government and discuss the feasibility with the companies
- Whether the crude produced in our country is refined in the country
- Rehabilitating the Muanda refinery, SOCIR
- The quality of fuel sold in our country is tested and certified to prevent us from being sold counterfeit and unsuitable fuels

9. Some realizations in images

A) Dissemination of the first EITI-DRC report in Matadi, in the Plenary Hall of the Provincial Assembly of the Kongo-Central by the NGO Cepeco

B) Full meeting of the Executive Committee in the meeting room of the Ministry of Mines, in the intelligent building of the government

C) EITI-DRC with other African countries implementing the EITI



10. Conclusion

- The EITI has already done good things but there is still much to be done to truly build transparency and end corruption
- The EITI must focus more on the micro level instead of seeing only the macro level; the level of the economy

- It is of great interest to note in this book that, apart from the efforts of all the three components that led the DRC to conformity, the Technical Secretariat and its Coordinator contributed greatly to this because they have made considerable and praiseworthy efforts to; also for the development of our implementation of the EITI process in the DRC.

N.B. This work is self-funded by Cepeco